

Les vingt commandements de LA RUE algérienne

- 1- Cette révolution de soie est le labeur du génie du nouveau jeune peuple algérien. Ces jours-ci, la rue ressemble aux rêves des martyrs qui marchent à pied dans la rue Larbi Ben M'hidi.
- 2- La rue est sortie dans la rue pour appeler à la rupture définitive avec le pouvoir en place depuis vingt ans. Elle n'appelle pas, plutôt elle exige le départ du président A. Bouteflika. Pas de cinquième mandat. Mais aussi elle appelle à la fin du système politique rentier.
- 3- La rue est sortie dans la rue pour reconquérir la dignité nationale violée par une bande entourée d'un clan politico-économique périlleux et nuisible au pays.
- 4- La rue est sortie dans la rue pour réclamer la création d'un État civil et républicain. Pas de royaume familial sous un masque républicain. Pas d'État islamiste théocrate.
- 5- La rue dénonce la création d'un système appelé le makhzen algérien, dénonce la culture de la soumission et le culte de la personnalité.
- 6- Pour une vraie PREMIERE (pas une deuxième) république démocratique et pluraliste longtemps rêvée par nos martyrs et nos vrais moudjahidine.
- 7- Parce que le pouvoir en Algérie souffre d'un problème politico-générationnel, la rue marche pour mettre fin à ce pouvoir qui gouverne au nom de la légitimité révolutionnaire de 54. Avec le grand respect à la révolution et aux révolutionnaires.
- 8- Seules la légitimité de l'intelligence, de la compétition et du savoir-faire dans la gestion des affaires publiques sont la clé de la réussite politico-économique en Algérie.
- 9- La rue est sortie dans la rue pour réclamer une vie politique saine et transparente, ainsi la séparation de la religion et de la politique est une nécessité absolue.
- 10- Pour plus de respect aux martyrs et aux moudjahidine, les vrais moudjahidine, et afin d'arrêter tout chantage émotionnel qui utilise la glorieuse histoire de la révolution dans des pratiques hégémoniques politiques, la suppression du ministère des Moudjahidine, en le remplaçant par un service s'occupant honorablement des anciens combattants auprès du ministère de la Défense, est un vœu structural.
- 11- La rue est sortie dans la rue pour le respect du religieux et pour protéger le fidèle, et afin de libérer la religion de tout chantage ou utilisation politique, l'annulation du ministère des Affaires religieuses, avec tout le respect à la religion, toutes les religions, en le remplaçant par un service auprès du ministère de l'Intérieur est une démarche courageuse vers l'édification d'un État civil et temporel.
- 12- La rue est sortie dans la rue pour nous dire qu'atteindre un niveau de bonne santé de l'État civil temporel exige la visibilité de la femme par la participation politique, sociale, économique, culturelle et scientifique.
- 13- Pour une égalité civile entière entre les femmes et les hommes du pays.
- 14- La rue est sortie dans la rue pour instaurer une justice indépendante afin de respecter toutes les libertés ; la liberté individuelle, la liberté de la presse, de la confession et de la pensée.
- 15- Pour une nouvelle constituante républicaine annonciatrice d'un avenir rassurant, confiant et transparent.
- 16- Pour un gouvernement de transition, constitué de technocrates capables par leur génie de mener le rêve de la rue vers la réalité réelle.
- 17- La rue est sortie dans la rue pour une présidence collégiale temporaire formée d'un groupe de sages, de personnalités politiques propres, de symboles de l'art et de la culture, des leaders de la société civile...
- 18- Pour la dissolution des deux chambres, celle des parlementaires et celles des sénateurs (APN et Sénat).
- 19- Pour une commission souveraine et libre, constituée d'un ensemble de juristes, de sociologues, d'économistes, d'universitaires, de personnalités indépendantes... chargée de la rédaction d'une nouvelle Constitution garante de l'avenir d'une Algérie moderne du 21e siècle.
- 20- La rue est sortie dans la rue pour exiger la fin du centralisme autoritaire et bureaucratique. Et afin de sauvegarder l'Algérie républicaine forte et unie, État de droit, et afin de lutter contre la corruption généralisée et la dilapidation étendue des ressources naturelles du pays, l'instauration de la régionalisation positive est une

nécessité structurale majeure.

A. Z.
aminzaoui@yahoo.fr